

Choisir CESA Abidjan, c'est s'ouvrir les portes de la réussite.

Filière	Epreuve	Durée
FCGE	ECONOMIE	3 HEURES

RELANCE ÉCONOMIQUE POST-CRISE : Que font réellement les bailleurs de fonds ?

La Côte d'Ivoire reprend progressivement sa marche vers son développement. Cela, après la grave crise post-électorale qui a détruit certains fondements de son économie. Comme pour tout pays qui sort de crise, l'implication des bailleurs de fonds et organismes d'appui aux efforts des autorités nationales est plus que nécessaire. En Côte d'Ivoire, une année après le retour à la normale, ces organismes internationaux multiplient les projets qui sont pour la plupart méconnus des populations. Pourtant, elles sont les premières bénéficiaires. Ainsi dans un silence dont ils ont seuls le secret, les bailleurs de fonds internationaux comme la Banque Mondiale, l'ONUDI, le CNUCED, l'Union Européenne, etc. conçoivent, élaborent et financent des projets dans divers secteurs à savoir l'électricité, l'eau potable, les infrastructures, le secteur privé, etc. A quoi servent-ils véritablement ? Quel est le niveau d'avancement des travaux ? Quels sont les montants mobilisés ? Quel impact sur les populations et les secteurs ciblés ? En gros, que font réellement les bailleurs de fonds dans le processus de relance économique post-crise en Côte d'Ivoire ?

Les projets de développement sont l'expression concrète des efforts déployés par les bailleurs de fonds et organismes internationaux dans les pays en voie de développement pour lutter contre la pauvreté. Dans la plupart des cas, l'intervention de ces organismes internationaux à travers ces projets, se fait sur sollicitation des autorités publiques du pays demandeur. Les autorités nationales ciblent un secteur précis et en expriment le besoin aux bailleurs de fonds qui à leur tour, jugent de l'opportunité et s'engagent. Une fois adopté, le projet est monté, élaboré et financé par les bailleurs, mais coordonné par une structure indépendante qui est communément appelée l'Unité de Coordination du projet (UCP). En Côte d'Ivoire, la Banque Mondiale vient en tête de tous les bailleurs dans le financement de projets de développement. En guise d'illustration, de 2007 à 2011, ce sont 490 milliards de FCFA qui ont été injectés en projet par la Banque Mondiale en Côte d'Ivoire. A côté de cette institution, des organismes tels que l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Union Européenne (UE), la CEDEAO, l'UEMOA, etc. interviennent également dans des projets.

Entre 2004 et 2008, les relations entre la Banque Mondiale et les autres institutions de Bretton Woods ont été suspendues avec la Côte d'Ivoire. A la reprise des relations en 2008, la Banque Mondiale approuve le financement de plusieurs projets d'urgence. Douze (12) projets sont lancés. Il s'agit entre autres du Projet d'Assistance Post Conflit (PAPC), du Don de Gouvernance et de développement Institutionnel (DGDI), du Projet Multi-sectoriel de Lutte contre le Sida (PULMS), le Projet des Aires Protégées de Côte d'Ivoire (PARC-CI), le Projet de Revitalisation des PME (PARE-PME), le Projet d'Urgence d'Infrastructure Urbaines (PUIUR), le Projet d'Urgence du Secteur de l'Electricité (PURE), le Projet d'Appui au Secteur de l'Education (PASEF), le Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO), le Projet Emploi des Jeunes et Développement des Compétences (PEJEDEC), le

BTS BLANC

DE CESA ABIDJAN juin 2014

Choisir CESA Abidjan, c'est s'ouvrir les portes de la réussite.

Projet de Facilitation et Transport du Corridor Abidjan-Lagos, et le Projet Education pour Tous. A la fin de la crise postélectorale, plusieurs de ces projets ont été réactivés. C'est le cas du plus connu, le Projet d'Urgence d'Infrastructures Urbaines (PUIUR).

Le Projet d'Urgence d'Infrastructures Urbaines (PUIUR) a été initié par le Gouvernement de Côte d'Ivoire, à partir d'un don initial de la Banque Mondiale d'un montant de 94 millions de dollars, soit 47 milliards de francs CFA, en vue d'intervenir sur cinq (05) secteurs sensibles : Eau potable ; Assainissement urbain ; Déchets solides ; Voirie urbaine ; Contrats de villes. En termes d'objectifs de développement, le PUIUR vise à accroître et améliorer l'accès des populations défavorisées aux infrastructures et services urbains de base. Démarrés le 15 septembre 2008, les travaux du projet ont connu de nombreuses perturbations dues à la crise politique. Mais depuis un (1) an que le pays a retrouvé la normalité, tous les chantiers du PUIUR sont réactivés. Nous pouvons citer l'échangeur de la Riviera II, la livraison du pont de la 8ème tranche à Angré. Au niveau du secteur de l'eau potable, les travaux ont porté sur l'amélioration de la production dans la création et l'équipement des forages à Abidjan. Au niveau de l'assainissement, le problème de rejet des eaux usées dans la lagune a été circonscrit grâce à des travaux opérés dans ce sens, etc. Identifié comme l'une des opérations les plus satisfaisantes du portefeuille de la Banque Mondiale, au regard des performances diverses enregistrées, le PUIUR a bénéficié d'un don additionnel d'un montant de 50 millions de dollars soit environ 26 milliards de FCFA. Ce qui porte le montant total du projet à 144 millions de dollars US soit environ 74,11 milliards FCFA. La date de fin du projet a été prolongée au 15 septembre 2013.

Le Projet Emploi des Jeunes et Développement des Compétences (PEJEDEC) fait partie des récents projets lancés par la Banque Mondiale en Côte d'Ivoire. Approuvé en Septembre 2011, le Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (PEJEDEC) compte appuyer le gouvernement ivoirien dans sa volonté de résorber la crise de l'emploi en Côte d'Ivoire avec ses 4 millions de chômeurs. L'objectif de développement du PEJEDEC est d'améliorer l'accès aux opportunités d'emploi et de développement des compétences des jeunes ivoiriens âgés de 18 à 30 ans. Financé par la Banque Mondiale sur fonds IDA, à hauteur de 50 millions de dollars US, soit 25 milliards de FCFA, le PEJEDEC va s'étendre sur la période 2011-2015. A terme, ce sont plus de 30.000 jeunes de 18 à 30 ans à qui des emplois stables seront trouvés. Depuis son lancement le 27 décembre 2011, le projet enregistre quelques actions, mais pas encore à la proportion de la demande. Des entreprises privées telles que Orange-Ci, la CIE, etc. ont reçu plusieurs centaines de stagiaires.

A côté des projets cités plus haut, 3 autres sont financés sur fonds fiduciaires. Autrement dit, ces programmes sont financés par des fonds regroupant les transferts de biens réalisés à titre gratuit ou onéreux. Il s'agit du Projet d'Appui aux Jeunes Entrepreneurs (PAJE), du Renforcement de Capacité de Communication et de Transparence des Réformes Gouvernementales (RCCTGR) et du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles du Secteur Minier (PRCISM). Deux autres projets, financés par la Banque Mondiale sont en préparation. Il s'agit du Projet d'Urgence de Renaissance des Infrastructures approuvé le 26 juin 2012 par le conseil d'administration de la Banque Mondiale et qui porte sur 100 millions de dollars, soit 50 milliards de FCFA. Ainsi que le Projet d'appui au secteur

BTS BLANC

DE CESA ABIDJAN juin 2014

Choisir CESA Abidjan, c'est s'ouvrir les portes de la réussite.

agricole en Côte d'Ivoire (PSAC). Par ailleurs, des projets plus anciens sont maintenus au grand bonheur de leurs bénéficiaires. Il s'agit du PÂPC et le DGDI.

C'est en juin 2007, au terme d'un accord de don, que le gouvernement ivoirien et la Banque Mondiale créent le Projet d'Assistance Post Conflit (PAPC) sur fonds IDA (Association Internationale de Développement). La durée du projet était initialement prévue sur 4 ans, soit le 31 décembre 2011. Mais à la date de clôture, elle a été repoussée de 12 mois, soit le 31 décembre 2012. Autrement dit, dans moins d'un mois, le PAPC prendra fin. Le coût du projet est de 60 milliards FCFA repartis en 4 composantes. La première composante est la réinsertion économique de 24.000 ex-combattants. De l'opération d'identification qui consiste à informatiser au moins 70% des bureaux d'état civil. Les deux autres composantes sont la réhabilitation communautaire, ainsi que la gestion de projet. Ce qu'il faut noter, c'est que depuis la fin de la crise post-électorale, le PAPC est très actif dans la réinsertion des ex-combattants. Dans un bilan à mi-parcours réalisé le 15 Avril 2010, il ressort que le montant total des ressources engagées depuis le début du projet jusqu'à la date du 15 avril 2010 était de 46.125.718.000 FCFA sur une enveloppe globale de 564 milliards FCFA, soit un taux d'engagement de 77%. Le montant total décaissé sur la même période est de 13.433.542.000 FCFA, soit un taux de décaissement de 22,39%. A la faveur du PAPC, près de 171 marchés ont été octroyés à des entreprises ivoiriennes. A ce jour, le PAPC avance sans difficulté majeure.

C'est à la faveur de la signature de l'Accord politique de Ouaga qu'est né le Don de Gouvernance et de développement Institutionnel (DGDI). Doté d'une enveloppe de 6,5 milliards, la mission du DGDI est d'évaluer la gestion des systèmes des finances publiques et de passation des marchés, aux fins d'en identifier leurs forces et faiblesses et décliner un plan d'action de mesures correctives. L'Unité de Coordination du Projet (UCP) est dirigé par Mme Yao Madeleine, Conseiller Spécial du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Programme Economique et Financier. D'une durée de 4 ans, ce projet de la Banque Mondiale, court à expiration cette année. Tous les projets de la Banque Mondiale ne sont pas logés à la même enseigne. Si certains accomplissent avec brio leurs missions, ce n'est pas le cas du PARE-PME. En effet, le Projet d'Appui à la Revitalisation et à la Gouvernance des PME (PARE/PME) est un don de la Banque mondiale de 15 Millions de Dollars US, soit 7,5 milliards de FCFA destiné aux PME ivoiriennes pour une période de quatre (4) ans dont le but est de contribuer à l'amélioration des performances des Petites et Moyennes Entreprises et de l'environnement spécifique dans le lequel elles évoluent. Ceci permettra de stimuler l'activité économique, les investissements, la croissance et la création d'emploi en Côte d'Ivoire. Dans un rapport de la Banque Mondiale sur les observations faites sur certains programmes, les experts révèlent que le projet PARE-PME manque de proactivité, d'où l'existence de risque sur la survie du projet. La raison principale, selon les experts, c'est la mauvaise évaluation de la durée de mise en œuvre et le changement de design du projet. Le PARE-PME n'est pas le seul projet à risque selon les experts de la Banque Mondiale.

BTS BLANC

DE CESA ABIDJAN juin 2014

Choisir CESA Abidjan, c'est s'ouvrir les portes de la réussite.

Il faut citer le Projet d'Appui au Secteur de l'Education Formation (PASEF) et le PNGTER. Pour eux, ces projets enregistrent une faible capacité d'absorption, c'est-à-dire que le projet arrive à terme sans que les fonds alloués ne soient épuisés. Pourtant, combien d'entreprises ivoiriennes auraient pu bénéficier de cette dotation qui malheureusement sera réaffectée à d'autres activités de la Banque Mondiale. De plus, les bénéficiaires marquent une faible satisfaction. Autres difficultés relevées, c'est la mauvaise programmation des activités, la faible capacité des Unités de coordination, les objectifs des projets difficilement mesurables, l'absence de cadre de résultats et d'une réelle stratégie de communication.

Les autorités ivoiriennes et l'Union Européenne ont signé une convention de financement pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale (PÂCIR) portant sur un montant 10,5 milliards de Francs Cfa. L'objectif principal de ce projet est de contribuer au renforcement de la compétitivité de l'économie ivoirienne et faciliter son insertion dans l'économie régionale et mondiale. Les entreprises bénéficiaires du projet sont des petites et moyennes entreprises et des coopératives agro-industrielles, ayant la structuration nécessaire à entreprendre la démarche de mise à niveau et à réaliser des actions groupées de promotion des exportations. Pour faire face aux défis pour l'accès aux marchés extérieurs, le PACIR offre trois concepts clés que sont : la mise à niveau pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises, la normalisation et le renforcement des laboratoires pour la conformité avec les normes internationales, ainsi que les consortiums d'exportations pour la connexion aux marchés. Ce troisième concept permet aux entreprises membres du consortium de réduire les coûts et les risques liés à l'exportation, renforcent et partagent leurs compétences et améliorent leur image et leurs chances de connexion à de nouveaux marchés. Depuis le 2 novembre 2011, date de son lancement, le PACIR enregistre ses premiers résultats. En outre, l'UE a mis à la disposition du gouvernement ivoirien une allocation de 581,17 millions € soit 381136000000 FCFA pour le financement du Programme Ape pour le Développement de la CI-Paped. Ce programme vise à mettre en œuvre des mesures et programmes permettant de faire de l'Ape une opportunité de développement pour la Côte d'Ivoire tout en minimisant les effets négatifs. La période d'exécution s'étend de 2010 à 2014. En sus, le secteur du vivrier bénéficie depuis près de deux ans, d'un programme de stratégie de la Filière Banane de Côte d'Ivoire. Ce programme a pour objectif de contribuer à la stratégie de développement et de réduction de la pauvreté, grâce à l'amélioration de la compétitivité, à la diversification commerciale et à la gestion durable de la filière en Côte d'Ivoire, Le financement du programme est évalué à 121.549 660 290 FCFA sur la période 2010/2019. A ce jour, silence radio sur ce projet, pourtant prometteur. Autre projet financé par l'Ue, c'est le Programme d'Appui et de développement du Secteur privé de Côte d'Ivoire (Pasdp-CI), lancé également en 2010 pour prendre fin en 2013. Il s'agit dans ce programme de renforcer les capacités techniques et contribuer fortement au développement des Pme de l'Uemoa en général et de Côte d'Ivoire en particulier. Avec une allocation de 300 millions Fcfa, le Pasdp-CI n'a pas connu le succès escompté.

BTS BLANC

DE CESA ABIDJAN juin 2014

Choisir CESA Abidjan, c'est s'ouvrir les portes de la réussite.

A côté de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne, d'autres bailleurs de fonds sont impliqués dans des projets de développement en Côte d'Ivoire. C'est le cas de la CEDEAO qui a mis sur pied le Système Régional d'Informations des Affaires de la CEDEAO, Ecobiz. Ecobiz est une banque de données informatisées portant sur les offres et demandes des entreprises de la CEDEAO. Il répond aux recherches d'opportunités d'affaires des entreprises impliquées dans le commerce international et/ou présentes sur les marchés internationaux. L'un des partenaires techniques de ce projet en Côte d'Ivoire, est l'Apex-CI. La période d'exécution du projet est permanente. Lancé le 05 Octobre 2009 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire à Abidjan-Plateau, cette plate-forme n'est plus suffisamment active depuis sa création. La preuve, sur le site www.ecobiz.int, la principale lucarne qu'offre le projet, les offres et opportunités d'affaires datent de 2008 ou 2009. Ce qui montre bien que le projet est mort de sa belle mort.

Comme on peut le constater, les projets de développement en Côte d'Ivoire sont nombreux. La Banque Mondiale et l'Union Européenne se tirent du lot avec le financement de projets intervenant dans des secteurs où l'Etat n'a pas suffisamment les moyens pour combler le déficit. C'est donc à juste titre que l'aide au développement déployée par tous ces organismes internationaux et bailleurs de fonds est appréciée à sa juste valeur. En plein dans le processus de relance économique post-crise, les nouvelles autorités ont plus que besoin de ces projets pour accompagner leur politique de développement. Aujourd'hui c'est l'échangeur de la Riviéra II ou la construction d'infrastructures pour résorber l'épineux problème sur le canal du Guru, hier c'était la livraison du pont de la 8ème tranche d'Angré, demain ce sera sans aucun doute la construction de pompes hydrauliques dans des villages à l'intérieur du pays. A la question de savoir ce que font réellement les bailleurs de fonds en Côte d'Ivoire, on peut répondre qu'ils font du développement, tout simplement. L'impact est-il réel ? C'est une autre question qu'il faudra élucider à la fin de ces projets.

ABOUBAKAR KONÉ CHECK

Source PME MAGAZINE N° 36 Janvier 2013.

**BTS BLANC
DE CESA ABIDJAN juin 2014**

Choisir CESA Abidjan, c'est s'ouvrir les portes de la réussite.

A partir du texte et de vos connaissances, répondez aux questions suivantes :

ECONOMIE GENERALE

- I-) Définir : Fonds fiduciaires-protectionnisme-cotation à l'incertain.
- II-) Expliquez selon le texte, la stratégie de financement des projets de développement adoptée par les Bailleurs de Fonds en Côte D'Ivoire
- III-) Relevez à travers le texte 5 des secteurs stratégiques financés par les Bailleurs de Fonds en Côte D'Ivoire. Justifiez ces choix.
- IV-) L'Auteur affirme que les Bailleurs de Fonds font du développement en Côte D'Ivoire. Pourquoi et comment ?

ECONOMIE D'ENTREPRISE

- I-) Définir : Stratégie générique-portefeuille d'activités-Conglomérat.
- II-) Relevez à partir du texte les arguments qui justifient la contribution des Bailleurs de Fonds dans le développement des entreprises en Côte D'Ivoire.
- III-) L'Auteur dit que le PARE/PME n'est pas logé à la même enseigne que les autres projets. Pourquoi ?
- IV-) Après avoir donné une définition, présentez dans un tableau les avantages tirés par les parties dans le FRANCHISAGE.

ygm:pour prendre une avance sur les retards.